

par les résultats des discussions actuelles avec les représentants du secteur privé.

Seize comités permettront à pratiquement tous les Canadiens qui le veulent de faire connaître leur opinion au gouvernement et à ses négociateurs. Le nom des personnes qui présideront ces comités a été annoncé. Les comités seront complètement formés dans le courant du mois. Si des députés n'ont pas la liste des présidents, je m'empresse de leur en fournir une, afin que leurs mandats soient au courant du cheminement suivi ici jusqu'aux pourparlers sur le commerce. Il importe que notre attitude envers ces entretiens sur les échanges commerciaux tienne vraiment compte de l'intérêt et des particularités de tous les Canadiens. Voilà pourquoi nous avons établi si consciencieusement un programme et un organe de consultation efficace.

● (1550)

A mon avis, tout semble contribuer à assurer le succès de ces entretiens. Le moment est propice pour l'économie canadienne. Nous avons l'expérience voulue comme négociants. Nous avons créé un mécanisme qui permettra au gouvernement de se faire le porte-parole de tous les Canadiens. Bref, nous sommes prêts à entamer les pourparlers. Les dix premiers ministres provinciaux veulent que ces entretiens se poursuivent. Nous sommes prêts à traiter s'il y a lieu de le faire.

Désormais, il incombera aux Canadiens, hommes d'affaires et ouvriers de profiter de la situation en créant et en améliorant les emplois et en relançant notre économie. Il ne fait pas de doute, à mon avis, que les exportateurs canadiens peuvent, s'ils en ont la chance, surmonter n'importe quelle concurrence dans le monde entier. C'est ce que le gouvernement tente de faire. Il crée le climat et obtient des garanties qui nous permettront d'atteindre cet objectif. Un commerce accru assurera notre avenir.

J'aurais aimé que les trois partis fédéraux adoptent unanimement une attitude impartiale devant les Américains au sujet d'une question si importante pour le pays. Tel n'est pas le cas. Quiconque consulte le hansard se rend compte qu'il y a de nombreux désaccords et des attitudes très négatives parmi les partis politiques représentés ici. Je le regrette vivement. La question est trop importante pour l'avenir de notre pays pour en faire l'objet de manoeuvres politiques mesquines. J'espère qu'on y réfléchira mûrement lorsque les entretiens seront entamés, afin que nous ne nous heurtions pas à nos problèmes existants.

M. Jim Manly (Cowichan—Malahat—Les Îles): Monsieur le Président, le dernier orateur du parti conservateur a regretté que tous les partis ne fassent pas front commun sur cette question. Selon moi, nous aurions pu le faire si le parti conservateur et le gouvernement du premier ministre (M. Mulroney) avaient fait preuve d'un peu de réalisme avant que les États-Unis ne prennent les décisions extrêmement regrettables d'il y a deux semaines. Si nos vis-à-vis avaient été plus réalistes et si nous étions persuadés que le gouvernement savait à quoi s'en tenir avant d'entamer ces négociations, nous serions peut-être alors beaucoup mieux placés pour faire front commun.

Je suis heureux d'avoir l'occasion de participer à ce débat qui condamne le gouvernement pour n'avoir pas su agir dans l'intérêt du Canada dans le cadre des négociations sur le libre-

Les subsides

échange avec les États-Unis et, en particulier—et c'est extrêmement important dans ma région—pour n'avoir pas réussi à obtenir un accord suspendant l'application unilatérale de tout tarif par l'un ou l'autre des deux pays au cours de ces négociations.

Je voudrais souligner l'importance de cette question, non seulement pour le Canada, mais en particulier pour la Colombie-Britannique et ma circonscription. En examinant les conséquences globales des négociations commerciales et l'inaptitude du gouvernement à bien les mener, je voudrais m'attarder sur la principale industrie du Canada, à savoir le secteur forestier. Ma province, la Colombie-Britannique, dépend de cette industrie. Deux principaux facteurs sont en jeu en l'occurrence. Il y a tout d'abord la question de la matière première utilisée et ensuite, la question des marchés. Dans les deux cas, notre situation est précaire. Ces problèmes sont aggravés par l'évolution technologique des 15 ou 20 dernières années qui a entraîné une augmentation de la productivité, qui nous rend davantage compétitifs, mais qui, par contre, cause des licenciements massifs.

En Colombie-Britannique, le problème que pose le chômage à long terme est plus grave que dans toute autre province. Parmi les chômeurs de l'endroit, 31 p. 100 sont sans emploi depuis plus de six mois, comparativement à la moyenne canadienne qui est de 25.8 p. 100. En outre, 14.2 p. 100 des chômeurs de la Colombie-Britannique sont sans emploi depuis plus d'un an par rapport à 10 p. 100 dans le reste du pays. Le chômage en lui-même est un très grave problème, mais ce qui est pire, c'est que bien des chômeurs sont sans travail depuis plus de six mois et que 14 p. 100 d'entre eux le sont depuis plus d'un an.

La question des marchés est absolument essentielle pour l'industrie du bois, car elle est tournée vers les exportations. Les États-Unis sont l'une des régions où nous avons certains marchés qui nous sont maintenant fermés à la suite de la décision du gouvernement américain. Le 20 mai, le bon ami du premier ministre, le président Reagan, a imposé un droit de 35 p. 100 sur nos bardeaux. Cette décision touchera 4,000 travailleurs de la Colombie-Britannique. C'est demain que la Commission américaine du commerce international décidera si elle va donner suite à une pétition demandant l'imposition d'un droit compensateur très élevé sur l'industrie du bois d'oeuvre canadien qui représente 3.5 milliards de dollars.

Je veux que les gens se rendent compte des problèmes personnels causés par l'imposition de ce droit de 35 p. 100 à l'industrie du bardeau. J'ai rencontré les exploitants d'une petite fabrique de bardeaux dans ma circonscription. Comme un grand nombre de ces entreprises, cette usine est gérée par un couple et ne compte que quelques employés. Ils doivent aller chercher les billons de cèdre en hélicoptère dans un terrain très accidenté. Certains de ces billons sont ensuite traités dans leur petite usine et les autres sont expédiés par camion à une usine plus grosse de la vallée du Fraser, d'où ils sont exportés vers les marchés de la Californie. Ces gens travaillent très fort et ils ont pu se donner un niveau de vie raisonnable grâce à leur labeur. Ils peuvent aussi donner de l'emploi à un petit nombre de personnes de la localité.